

Réunion régionale des Cash Working Group de Afrique de l'Ouest & du Centre

Lieu : Virtuel et présentiel

Date : 18 janvier 2023 (9H-11H GMT)

Participants : 55 dont 10 femmes

Organisations : WorldVision, ONG Alima, Save the Children, ACF Spain, CARE, PAM, Conseil Danois pour les réfugiés, UNICEF, HCR, Délégation Union Européenne, Medicos del Mundo, OXFAM, Conseil Norvégien des réfugiés, Alliance des églises danoises, REACH, USAID, Première Urgence internationale, IMMAP, Fédération Croix-Rouge et Croissant-Rouge, Médecins Sans Frontières Barcelone, Diakoniekatastrophenhilfe, Mercy Corps, IOM, Rescue, Concern, UNICEF et CRS.

Contexte

Le 18 janvier 2023, s'est tenue en mode virtuel et en présentiel au sein du bureau régional d'OCHA, la rencontre du groupe régional de travail des Cash Working Groups de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transferts monétaires (TM). La rencontre s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par le CWG régional aux CWGs nationaux de la région avec le soutien financier du Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA/USAID). Cette réunion a été co-organisée avec le bureau régional d'OCHA. Le programme de l'agenda est axé autour d'un tour de table sur les récentes activités des différents CWGs et des présentations suivies de segments de questions et réponses, le tout avec un service d'interprétation simultanée en Anglais et en Français.

1- Tour de table des différents Cash Working Group nationaux

Disponible sur l'enregistrement (3mn- 52 mn)

- **CWG Burkina Faso**

- **Interdiction du cash** (cash et coupons) dans le territoire régional du Sahel par le Gouverneur à partir du 31 Décembre 2022 avec prise d'effet dès le 1er janvier 2023. Cette note concerne tous les organismes humanitaires (agences du système des Nations Unies, ONG, projets et programmes de développement intervenant dans le ressort du Gouverneur de la région du Sahel). Les filets sociaux financés par la Banque Mondiale sont aussi concernés par cette suspension. Le Gouverneur du Sahel estime que la distribution des modalités de TM engendre le manque de résilience des bénéficiaires, des tensions sociales entre les hôtes et les populations déplacées et de surcroît cette aide octroyée aux populations pourrait contribuer au financement de groupes armés non-étatiques. Cependant les autorités gouvernementales sont disposées à discuter avec les acteurs humanitaires pour des alternatives comme par exemple des appuis aux coopératives. D'ailleurs le Gouvernement du Burkina a informé le CWG qu'une évaluation de l'impact de cette décision est en cours pour quantifier les progrès en matière de sécurisation de la région. Dans le cas où les impacts seraient positifs, la décision d'interdiction du cash pourrait s'étendre dans d'autres régions. Le CWG BF prévoit de faire des réajustements et de prendre en compte les aspects de « Do Not Harm » dans leurs planifications pour soumettre un montant de « valeur de transfert révisé » pour une meilleure acceptation sociale.
- Départ de la coordonnatrice résidente des affaires humanitaires
- Poursuite des plaidoyers avec la nouvelle équipe en place
- Crainte de décisions similaires pour les autres régions
- **Activités du CWG** pour ce début d'année :

- 1) Atelier entre les acteurs humanitaires et ceux du développement en collaboration avec les services techniques du gouvernement pour une analyse des risques et des mesures de mitigation liées aux activités des TM et les filets sociaux du gouvernement ;
 - 2) Formation des services techniques de l'Etat sur la mise en œuvre, le suivi des TM.
 - 3) Étude de faisabilité des différentes modalités de TM ;
 - 4) Suivi des marchés en collaboration avec le PAM / SONAGESS (société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire du BF) / INSD / REACH, CRS, ACTED et PAM pour une collecte de prix des denrées par des équipes de terrain. Ces données pourraient être utilisées dans la révision du MEB ;
 - 5) Échanges techniques en cours avec les autres clusters, les parties prenantes du gouvernement pour la définition de SMEB de survie.
- **CWG Cameroun**
 - Renforcement de capacités de plaidoyer pour l'acceptation du cash ciblant les agences des ministères, les ONG locales, le Croix rouge nationale et les agences des UN. Au total 76 personnes ont bénéficié de ces formations à travers 04 sessions de formation - Missions de plaidoyers auprès des gouverneurs de régions ;
 - 2 autres formations de plaidoyer prévues pour 2023 afin de couvrir toutes les crises
 - Mise à jour de la valeur de transfert du MEB en considérant les données de l'analyse globale de l'insécurité alimentaire et les contributions de 04 secteurs sur la composition de leurs paniers en fonction des crises et des régions. Les questions de Protection sociale (seuil de pauvreté et filets sociaux) sont intégrées dans la mise à jour du MEB. La validation du rapport par le HCT est en cours ;
 - 5W du cash de chaque secteur mise en œuvre pour un recensement efficace des différentes interventions des TM ;
 - Suivi des marchés conjoint pour 2023 sous le leadership du PAM et du ministère de l'Agriculture.
 - **CWG RCA**
 - Validation de la note conceptuelle du MEB (Approche hybride – Appui des groupes de cash et du cluster de sécurité alimentaire – panier alimentaire à 83 400 Francs CFA ;
 - L'harmonisation de la méthodologie du calcul des bénéficiaires en incluant toutes les statistiques des acteurs ;
 - Contribution du CWG à la rédaction du plan de réponse humanitaire – Bilan d'assistance au cours du 3eme trimestre de 612 000 personnes pour un budget de \$22 millions.
 - **CWG Mali**
 - Remplissage 5W (difficultés de la part des acteurs et données incomplètes – Plaidoirie pour que chaque acteur accomplisse ses devoirs de redevabilité envers l'Etat)
 - MEB – Difficultés notées durant la phase transitoire entre le Colead OCHA et le Colead PAM pour la mise en place d'un MEB national (sécurité alimentaire et nutritionnel à la fois)
 - **CWG Tchad**
 - Finalisation du MEB national fixé à 121 000 f CFA – intégration de nouveaux clusters
 - Partage du plan de travail du CWG pour 2023 ;
 - Mise à jour trimestriel de la cartographie sur les TM ;
 - Formation sur les Compétences de base en transferts monétaires pour le personnel programme de certaine ONGs avec l'appui du CALP (23-27 jan. 2023).
 - **CWG République Démocratique du Congo (RDC)**
 - Participation aux processus de rédaction HNO et HRP sur l'aspect Cash ;

- Une note de synthèse en collaboration avec REACH et PAM sur les variations du prix pour une révision du MEB ;
- Révision des TDRs pour le nouveau modèle du groupe de travail des CWGs ;
- Renforcement de capacités des acteurs.

**2- Transferts monétaires pour la nutrition en urgences : Défis opérationnels et bonnes pratiques
Disponible sur l'enregistrement (53mn – 1h20mn)**

Mme Diane Moyer, Conseillère en Nutrition / CONCERN pour les pays francophones et **Colead du groupe technique de GNC/TM pour la nutrition** a procédé à la première présentation de cette rencontre. Cette étude fait un focus de l'expérience des acteurs sur le terrain sur l'utilisation du cash et des défis opérationnels et techniques. La méthodologie utilisée est une combinaison de rapports de projets et d'entretiens individuels avec les experts Cash /NUT (75 personnes) à tous les niveaux intervenant dans plusieurs contextes humanitaires.

Cette étude est basée sur le cycle de projet avec l'analyse des besoins pour savoir si les TM sont importants dans l'amélioration des indicateurs nutritionnels, leur faisabilité, les différentes modalités, le financement et la conception du projet.

À l'issue de **l'analyse des résultats**, il est important de noter les défis associés à l'utilisation du cash pour la conception de la réponse :

- Complexité des informations à analyser (étude de marché, causes multifactorielles de la malnutrition, fonctionnalité des services de santé) pour différencier les barrières économiques aux autres barrières
- Manque de ressources, outils et capacités pour réaliser ces évaluations, en particulierité dans les situations d'urgence
- Difficultés du ciblage (enregistrement unique ou permanent) et risques associés au statut nutritionnel (aucune évidence à ce jour)

Pour la mise en place de la réponse, il faut : renforcer avec du cash les services existants liés aux services de santé - un changement social de comportement (à long terme surtout pour des TM non conditionnels) – garder à l'esprit que la conditionnalité peut entraîner des obstacles à l'accès à l'assistance.

Le suivi de la réponse de cette étude est caractérisé par un manque de capacité à collecter, mesures anthropométriques difficiles à surveiller à distance et mesurer certains indicateurs, identification vague des rôles et des responsabilités des nutritionnistes.

En guise de recommandations, les participants ont suggéré d'incorporer dans le MEB, un sous panier le plus sensible à la nutrition et s'assurer que la cohorte considérée répond aux critères de nutrition. Il faut également des mesures d'accompagnements pour l'appui alimentaire afin d'éviter une dénaturation de l'assistance dédiée à la nutrition.

**3- CALP Vidéo : Les personnes bougent : les programmes des TM peuvent-ils suivre le rythme ?
Disponible sur l'enregistrement (1h21min-1H39min)**

La deuxième présentation de cette rencontre est une étude menée par le Bureau régional du CALP/ Amériques avec l'appui d'USAID. Cette étude a pour objectif de mettre en évidence les défis et les opportunités qui existent quant à l'utilisation de l'aide sous forme de TM dans les contextes de mobilité humaine plus spécifiquement en Amérique latine. Au vu du contexte du continent africain, cette thématique a sa pertinence dans la région car elle compte près de 10 millions de DPI, plusieurs milliers de réfugiés et plusieurs routes migratoires.

Cette recherche à l'aide de trois études de cas propose ces concepts clés suivants :

- La mobilité en tant que concept
- La mobilité humaine du point de vue des personnes en mouvement

- Des besoins très différents
- La mobilité et son impact sur la vulnérabilité

En outre, les trois études de cas de la région exposent les migrants bloqués, les écosystèmes de paiement le long des routes migratoires et le manque d'appropriation (pièces d'identification) comme obstacle à la mise en œuvre des TM.

Parallèlement, en guise de contribution des participants, il y a un projet conjoint HCR/DRC de collecte de données et Protection sur la thématique de déplacement forcé. Le projet est intitulé P21 et des informations additionnelles sont disponibles au lien suivant: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/west-and-central-africa/project-21>

Des articles sur la mobilité des bénéficiaires (inclus le résumé de l'étude et du cadre développé dans l'étude), l'utilisation des TMs dans les zones complexes et plus sous ce [lien](#). La vidéo du CALP est disponible sous ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=ZWPPeyFs-m8&t=1s>

4- OCHA/CALP : Enquête des activités 2022 du CWG régional et secteurs prioritaires pour le 2023 Disponible sur l'enregistrement (1h39mn-1h54mn)

L'enquête de perception du Cash Working Group régional s'inscrit dans une optique de consultation de ses membres. Elle a été envoyée à une base de données de 261 personnes et 70 réponses ont été reçues. Cette enquête a été administrée en anglais et en français et est composée de 14 questions qualitatives, quantitatives, ouvertes, fermées et de choix multiples ; abordant les différents aspects de la réunion telle que : la fréquence, la durée, les thématiques prioritaires pertinents à la région, les suggestions concernant le contenu, le choix des participants, les activités supplémentaires et une évaluation des services d'interprétation.

À l'issue de cette enquête, **les sujets qui sont ressortis comme prioritaires pour le CWG pour 2023** sont :

- 1) TM et Protection sociale
- 2) Digitalisation et protection des données
- 3) TM dans les zones complexes
- 4) TM, changement climatique et environnement
- 5) TM et localisation

Le reste des statistiques de cette enquête de perception est disponible sur les diapositives.

5- Divers

Disponible sur l'enregistrement (1h55mn- 2h00mn)

Des travaux et des rapports seront lancés très prochainement par le Bureau régional WCAF. Il s'agit de :

- Accompagnement de 2 CWGs de la région (BF et Nigeria) sur les différentes solutions qui pourront être adoptés dans les programmes utilisant les TM pour faire face à l'inflation. Cette recherche aboutira à un webinaire avec les différents acteurs afin de recueillir des recommandations concrètes.
- Paiements dans les zones difficiles. La consultance sera publiée dans les prochains jours.
- Publication du rapport du Focus group avec les acteurs locaux sur les besoins en renforcement de capacités.
- Finalisation du Processus de révision du glossaire du CALP en Français, anglais et espagnol. Il est prévu de le lancer d'ici la fin du mois.